

## **DELIBERATION N° 2019-39**

### **SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

**DU 28 MAI 2019**

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants,  
Vu le code de commerce, notamment son article L. 225-248,  
Vu le Décret n° 65-906 du 23 octobre 1965 instituant une université à Nice,  
Vu le Décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,  
Vu l'arrêté interministériel du 14 mai 2010 attribuant les responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines prévues aux articles L. 712-9, L. 712-10 et L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation à l'Université Nice Sophia Antipolis,  
Vu les statuts de l'UNS,  
Vu le règlement intérieur de l'UNS,  
Vu la délibération n°2017-63 du 28 juin 2017, portant délégation de pouvoir du Conseil d'administration de l'UNS à M. Emmanuel TRIC, Président de l'UNS,  
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration de l'UNS,  
Vu le courrier de la SATT Sud-est en date du 02 mai 2019,  
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de M. Thierry MARTEU, Vice-Président en charge de la valorisation,

#### **Et considérant ce qui suit :**

Il s'agit de recapitaliser la SATT Sud-Est. L'augmentation de capital de la SATT Sud-Est est en effet rendue obligatoire par l'article L. 225-248 du Code de Commerce qui impose aux sociétés commerciales de disposer de capitaux propres d'un montant au moins égal à la moitié de leur capital social.

Cette opération serait réalisée en deux étapes :

- Etape 1 : Une augmentation de capital de 10 000 000 d'euros ;
- Etape 2 : Une réduction de capital de 10 000 000 d'euros, à hauteur de la quasi intégralité des pertes cumulées constatées au 31 décembre 2018.

L'augmentation de capital envisagée serait effectuée à proportion de la quote-part de capital détenue par chaque associé de la SATT Sud-Est. La quote-part correspondant à la souscription de l'UNS serait de 920 000 euros.

Elle serait intégralement financée par des fonds versés par l'ANR au nom des établissements actionnaires. Chaque établissement conserverait donc sa participation à un niveau inchangé grâce à sa participation à cette augmentation de capital.

L'augmentation de capital nécessite une autorisation du Conseil d'administration de la SATT Sud-Est puis un vote en Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société.

Afin que l'Université Nice Sophia Antipolis puisse participer à l'augmentation de capital, le conseil d'administration doit :

- Autoriser son représentant à voter au conseil d'administration de la SATT Sud-est au cours duquel seront arrêtées les modalités de l'opération de recapitalisation ;
- Autoriser son représentant à voter à l'Assemblée Générale extraordinaire qui réalisera l'opération.

**Article 1 – AUTORISE le représentant de l'Université Nice Sophia Antipolis au conseil d'administration de la SATT Sud-Est, à voter les modalités de l'opération de recapitalisation de la SATT Sud-Est, lors de la séance du conseil d'administration de la SATT Sud-Est au cours de laquelle ce point sera soumis au vote.**

**Article 2 – AUTORISE le représentant de l'Université Nice Sophia Antipolis à l'Assemblée Générale de la SATT Sud-Est, à voter la réalisation de l'opération de recapitalisation, lors de la séance de l'Assemblée Générale extraordinaire de la SATT Sud-est au cours de laquelle ce point sera soumis au vote.**

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix (22 pour, 0 contre, 5 abstentions).

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : **27**

Fait à Nice, le 28 mai 2019

  
Pour le Président de l'Université  
Nice Sophia Antipolis et par délégation  
Le Vice-Président du Conseil d'Administration  
  
Marc DALLOZ

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2019-39

PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET DE L'UNS LE : 03 JUIN 2019

TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITÉS LE : 03 JUIN 2019

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

*En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.*